

## Particuliers

Publié le 19/11/2022 – Mis à jour le 06/03/2023

### Complémentaire santé et prévoyance dans la fonction publique territoriale

Si vous travaillez dans la fonction publique territoriale, des dispositifs vont être progressivement mis en place pour améliorer la **prise en charge des frais médicaux**, lorsque vous êtes malade, accidenté ou en congé de maternité (mutuelle santé), et vos **conditions de rémunération** lorsque vous êtes dans l'incapacité de travailler (prévoyance). Nous vous présentons la réglementation en vigueur actuellement en matière de complémentaire santé et prévoyance.

#### Complémentaire santé

Une **complémentaire santé**, communément appelé , a pour but de **compléter la prise en charge assurée par la Sécurité sociale des frais médicaux** en cas de maladie, d'accident ou de maternité.

**À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026**, votre collectivité employeur vous **remboursera une partie de vos cotisations à votre complémentaire santé** (mutuelle).

La participation de votre collectivité couvre au minimum les garanties suivantes :

Intégralité du ticket modérateur sur les consultations, actes et prestations remboursables par l'Assurance maladie.

Cependant, des exceptions peuvent exister.

Totalité du **forfait journalier hospitalier** en cas d'hospitalisation

Frais dentaires (prothèses et orthodontie) à hauteur de 125 % du tarif conventionnel

Frais d'optique de manière forfaitaire par période de 2 ans (annuellement pour les enfants ou en cas d'évolution de la vue) avec un minimum de prise en charge fixé à 100 € pour une correction simple, 150 € (voire 200 € ) pour une correction complexe.

Vous pouvez bénéficier de la participation au financement de votre mutuelle que vous soyez **fonctionnaire ou contractuel**.

La participation de votre collectivité peut consister en une prise en charge partielle de vos cotisations à une mutuelle labellisée (attestant de son caractère social et solidaire) à laquelle vous avez **individuellement** souscrit.

Elle peut aussi consister en un **contrat collectif** proposé par votre collectivité. L'adhésion au contrat collectif peut être facultative ou obligatoire.

Le montant de la participation est au minimum de 15 € par mois.

Votre collectivité peut accorder une participation supérieure.

#### Complémentaire prévoyance

Une **complémentaire prévoyance** a pour but de **compléter la rémunération versée**, par l'administration, **pendant les congés de maladie ou en cas d'invalidité**. Elle peut aussi prévoir des prestations complémentaires, à celles prévues par la loi ou les décrets, en cas de décès d'un agent public au bénéfice de ses ayants droits.

**À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025**, votre collectivité employeur vous **remboursera une partie de vos cotisations à une complémentaire prévoyance**.

La participation de votre collectivité couvre au minimum les garanties suivantes :

Indemnités journalières complémentaires au demi-traitement garantissant une rémunération nette équivalente à 90 % du traitement indiciaire, de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et à 40 % de vos primes et indemnités lors d'un congé de maladie, d'un congé de longue maladie, d'un congé de longue durée ou d'un congé de grave maladie

Indemnités journalières complémentaires au demi-traitement, garantissant une rémunération nette équivalente à 90 % du traitement indiciaire, de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et à 40 % de vos primes et indemnités en cas de mise en disponibilité d'office ou de maintien du demi-traitement dans l'attente de l'avis du conseil médical

Pour un fonctionnaire relevant de la CNRACL : rente garantissant une rémunération équivalente à 90 % du traitement net en cas de retraite pour invalidité

Pour un agent relevant du régime général de la Sécurité sociale : rente garantissant une rémunération équivalente à 90 % du traitement net en cas d'invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie et à 66 % du traitement net en cas d'invalidité de 1<sup>re</sup> catégorie.

La participation de votre collectivité peut consister en une prise en charge partielle de vos cotisations à un organisme de prévoyance auquel vous avez **individuellement** souscrit.

Elle peut aussi consister en un **contrat collectif** proposé par votre collectivité. L'adhésion au contrat collectif peut être facultative ou obligatoire.

Le montant de la participation est au minimum de 7 € par mois.

Votre collectivité peut accorder une participation supérieure.

## **Maladie ou accident du travail dans la fonction publique**

### **Congés pour raison de santé du fonctionnaire**

Congé de maladie

Congé de longue maladie (CLM)

Congé de longue durée (CLD)

Accident de service ou maladie professionnelle

### **Congé pour raison de santé du contractuel**

Congé de maladie

Congé de grave maladie

Congé pour accident du travail ou maladie professionnelle

Reclassement pour inaptitude physique

### **Complémentaire santé et prévoyance**

Complémentaire santé et prévoyance dans la fonction publique d'État

Complémentaire santé et prévoyance dans la fonction publique territoriale

Complémentaire santé et prévoyance dans la fonction publique hospitalière

#### **Pour en savoir plus**

- Accord collectif national du 11 juillet 2023 : Foire aux questions  
Source : Centre de gestion de Maine et Loire – CDG49

#### **Textes de référence**

- Code de la fonction publique : articles L827-1 à L827-12
- Décret n°2022-581 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales à leur financement
- Accord collectif national portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux du 11 juillet 2023



AGGLOMÉRATION

*Luberon Monts de Vaucluse*

*Horaires : Lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00*

*Adresse : 315 avenue Saint Baldou 84300 Cavaillon*

*Tél. : 04 90 78 82 30*